N°1630

du 14 Mars 2023

Pour la Patrie

L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE P.3

Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2023

Le Togo a un score de 81,9 sur 100

GÉNÉRALISATION DU FONDS TINGA

Les Plateaux, la première étape qui cible 15.115 ménages P.7

PROMOTION DES MÉDIAS ET PROTECTION DES DROITS HUMAINS P.4

500.000 Euros de l'UE pour financer un projet commun IPAO-OTM et FAMEDEV au TOGO

APPLICABILITÉ DU SMIG/SMAG. P. 3

"*Le relèvement du SMIG ne signifie pas le changement des grilles salariales des entreprises… une mesure de soutien au pouvoir d'achat des Togolais*", G. BAWARA

EN PLUS…

ECONOMIE

GESTIONS DE LA DETTE ET DE LA TRÉSORERIE: L'AFRITAC Ouest en séminaire à Lomé pour le renforcement de leur intégration

INSTITUTION

DÉCLARATIONS DES BIENS ET AVOIRS : Acte 2, modificatif, pour le Médiateur de la République

AGRICULTURE

- CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION DES NOIX DE CAJOU : Top départ avec un prix bord champ de 325 F.Cfa le kilo

- PRODUCTION AGRICOLE ET NUTRITION AU TOGO : L'Inde et l'ITRA donnent un coup de revalorisation au mil

CULTURE

- FESTIVAL : Le FIHA aura lieu cette année du 23 au 26 novembre

- TRADITION : La Kéran a célébré Tislim-Difoini-Oboudam

Depuis le 1er janvier 2023, le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) ou le Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG) au Togo, est passé de 35 000 FCFA à 52 500 FCFA. Cette annonce du chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé est actée et consacrée par le gouvernement, qui trouve opportun d'aller vers les acteurs économiques, les employés, pour mieux expliquer son sens et sa portée, à travers des rencontres d'informations et de pédagogie. Sur toute l'étendue du territoire national, trois étapes sont prévues…"Nous avons constaté que parfois il y a des interprétations erronées et des incompréhensions, des malentendus, quand à la signification et les implications de la revalorisation du SMIG ", déplore, le Ministre Gilbert Bawara…

Gilbert Bawara, Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social

Prix: Togo, Bénin, Burkina: **250CFA** Zone CFA: **300 F** Europe et autres pays: **1 euro --- Abonnement:** Contacter **93 70 52 94 / 90 05 94 28**

FESTIVAL

Le FIHA aura lieu cette année du 23 au 26 novembre

Le lancement du Festival International d'Histoire d'Aného (FIHA) a été effectué le 12 mars dernier à Aného par la Fondation AQUEREBURU & PARTNERS en collaboration avec la commune des Lacs1 au cours d'une conférence de presse.

Le festival se déroulera du 23 au 26 novembre et se déclinera sous le thème " *rencontres* ". Le Brésil, pays d'où sont revenus la plupart des anciens esclaves qui se sont installés sur la côte et particulièrement à Aného, est pays "*invité d'honneur*". La commune d'Athiémé au Bénin et la commune de Kozah 1 font également partie des invités.

Les objectifs du FIHA sont de "faire découvrir la préfecture des Lacs et ses diverses richesses", "mettre en relief les atouts (culinaires, touristiques, géographiques, océaniques…) de la commune " et particulière la ville historique d'Aného. Il s'agit aussi de permettre les échanges entre chercheurs, universitaires, enseignants, entrepreneurs, acteurs des territoires, écrivains, illustrateurs et le grand public.

" *L'objectif est de faire l'histoire, la nôtre, faisant partie intégrante de l'histoire africaine. Le pari étant de faire de la Ville d'Aného, autrefois appelée et connue sous le nom de Petit-Popo, qui est le chef-lieu de la Préfecture des Lacs située dans la région maritime, un lieu de rendez-vous pour tous, qu'ils soient historiens, chercheurs, journalistes, étudiants, amoureux de la littérature voire de la culture*", avait déclaré il y a un an, Me Aquereburu.

Expositions, spectacles, concerts, découvertes, apprentissages, divertissements

TRADITION

La Kéran a célébré Tislim-Difoini-Oboudam

La préfecture de la Kéran a célébré sa fête traditionnelle dénommée Tislim-Difoini-Oboudam ce 11 Mars 2023, à Kanté. Il s'agit de la fête des moissons qui témoigne de la reconnaissance des populations de la Kéran à Dieu ainsi qu'à leurs ancêtres et marque également le passage du jeune garçon à l'âge adulte à travers des rites.

La cérémonie, présidée par le ministre de la Culture, Dr Lamadokou Kossi Gbenyo, a eu lieu au stade Aniko Palako. Elle été placée cette année sous le thème " *La culture Lamba, Tamberma et Gangan face aux enjeux du développement de la Kéran*". L'événement a été marqué par des prestations de divers groupes folkloriques, la dégustation des mets locaux et l'exposition des échantillons des produits de récolte.

Le président du comité d'organisation, Karango Yaka a souligné que la reprise de ces festivités après les 2 années de rupture causée par la Covid-19 est une occasion de rendre témoignage à Dieu et aux mânes de leurs ancêtres pour avoir permis aux fils et filles de la localité de renouer avec leur tradition, indique l'ATOP.. " Nous portons tous l'espoir

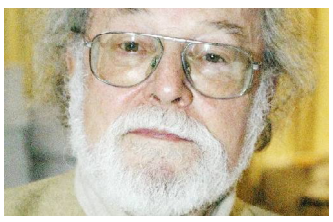
que les années à venir soient empreintes davantage de paix et de la non-violence dans notre localité et partant dans le pays ", a conclu M. Karango, président du comité d'organisation.

Nécrologie

Michel Peyramaure, auteur prolifique de romans historiques, est mort

Maître du roman historique, auteur de plus d'une centaine de livres, l'historien Michel Peyramaure est mort à l'âge de 101 ans, ont annoncé samedi 11 mars les éditions Calmann-Lévy. " C'est une figure tutélaire de la littérature qui nous quitte ", écrit la maison d'édition sur Twitter :

" Maître du roman historique, auteur d'une œuvre monumentale



de plus d'une centaine de romans. Très attaché à sa ville de Brive, il avait récemment publié "Inventaire avant fermeture" et a reçu le Grand Prix de la Société des gens de lettres pour l'ensemble de son œuvre. "

Ce provincial revendiqué écrivait, à rythme effréné, deux à trois ouvrages certaines années. " Je n'y peux rien, je n'ai qu'à m'asseoir et les mots me viennent. C'est ainsi que l'on tient le fil de la vie ", racontait-il en 2021 au Point, en faisant sienne la maxime de Pline l'Ancien " Nulla dies sine linea " (" pas de jour sans une seule ligne ").

Ses romans sont historiques pour la plupart (L'Orange de Noël, La Passion cathare, Les Prisonniers de Cabrera, Le Roman des croisades…), d'autres sont des biographies de personnages illustres, souvent romancées, notamment de Jeanne d'Arc, Henri IV, Napoléon et Sarah Bernhardt.

Disparition

Le rappeur Costa Titch est décédé

Le rappeur sud-africain Costa Titch est décédé samedi d'un arrêt cardiaque. En pleine prestation, l'artiste de 27 ans est tombé une première fois, et s'est relevé grâce à l'un de ses collègues. Quelques secondes plus tard, il va s'effondrer pour cette fois ne plus se relever.

L'artiste de 27 ans s'est "effondré alors qu'il se produisait en concert" samedi soir dans la banlieue de Johannesburg, a précisé la police. La

cause du décès n'a pas encore été établie, une autopsie est prévue.

Sur des vidéos du concert de samedi soir largement partagées sur les réseaux sociaux, le rappeur blanc, micro à la main, s'écroule une première fois, semblant faire une simple chute. Il continue à chanter mais s'effondre une nouvelle fois un peu plus loin sur scène, les artistes se produisant avec lui se précipitant alors pour le ramasser.

La mort de Costa Tsobanoglou, de son vrai nom, survient un mois après l'assassinat d'un autre rappeur populaire en Afrique du Sud, Kiernan Forbes ou AKA. Ce dernier avait été abattu par deux hommes à la sortie d'un restaurant à Durban (sud-est). L'enquête est toujours en cours.

Costa Titch était connu pour son titre amapiano Big Flexa, qui a enregistré 45 millions de vues sur Youtube. Il en avait récemment sorti un remix avec le rappeur et producteur américano-sénégalais Akon. Dérivé de la house, l'amapiano est né dans les townships sud-africains avant de connaître ces dernières années un succès planétaire.

Littérature

Ouverture du Salon du livre africain ce 17 mars à Paris

La 2ème édition du Salon du livre africain se déroulera du 17 au 19 mars à Paris, sous l'égide Jean-Pierre Lecoq, maire du 6ème arrondissement de la capitale française.

Plus de 200 auteurs et 60 éditeurs et libraires participent à ce qui est considéré comme le meilleur de la littérature africaine.

La Guinée est " *pays invité d'honneur* ". Le pays se fait remarquer par une dynamique activité éditoriale.

Cette édition est placée sous le signe des hommages à Nelson Mandela, pour célébrer le dixième anniversaire de sa disparition, à Sembène Ousmane, cinéaste et romancier sénégalais dont on fêtera le centième anniversaire de la naissance. Au programme des conférences et des dédicaces.

Le salon connaîtra surtout la dédicace de Le Fils-de-femme-mâle de l'Ivoirien Maurice Kouakou Bandaman, 30 ans après sa première édition. Réédité plusieurs fois, mon roman Le fils-de-femme-mâle, Grand prix littéraire de l'Afrique noire

93, paraît en livre de poche et devient ainsi un des classiques de notre littérature.

AZIMUTS INFOS

ChatGPT fait peur à Google !

Chez Google, on craint que ChatGPT ne vienne engendrer une révolution dans les moteurs de recherche qui pourrait mettre fin à l'ère du géant d'Internet.

C'est incontestable, le ChatGPT d'OpenAI est devenu en quelques semaines l'attraction numéro 1 de l'Intelligence artificielle, ouverte au grand public. ChatGPT a réponse à presque tout sur la forme, même si c'est parfois de façon plus convaincante que sur le fond. Les puissants algorithmes de cette IA impressionnent et inquiètent.

Outre les interrogations éthiques, il y a celles qui tournent autour de l'économie. Et c'est de ce côté-là que lorgne du coin de l'œil la direction de Google. Interloquée par l'efficacité et la popularité de l'IA, selon les informations du New York Times, l'équipe de direction du géant de l'Internet aurait déclenché un " code rouge " pour son propre moteur de recherche. Le patron de Google, Sundar Pichai, aurait ordonné à plusieurs équipes de renforcer leurs efforts sur la qualité des moteurs de recherche de l'entreprise pour les armer face à la potentielle menace posée par ChatGPT. Pourtant, avant l'acquisition et la transformation d'OpenAI en une société commerciale, chapeautée notamment par Elon Musk, le développement de l'IA GPT, qui anime le chatbot, provient en partie des labos de Google.

Les algorithmes de ChatGPT ne fonctionnent pas comme ceux des moteurs de recherche habituels. ChatGPT cherche à comprendre les questions des utilisateurs et leur intention formulées en langage naturel. Le système de chat, c'est-à-dire de dialogue, permet à l'IA d'enrichir sa réflexion et de corriger le tir en cas de mauvaise interprétation. C'est cette révolution qui fait peur à Google si elle est implantée dès maintenant à des outils de recherche. Si la firme est devenue incontournable, c'est justement parce qu'en son temps, elle avait aussi mis en place une technologie qui a bouleversé Internet et éliminé la plupart des autres moteurs de recherche.

Google cherche à développer une IA sûre et compatible avec les pubs

Pour le moment, cette IA n'a rien à voir avec un moteur de recherche comme celui de Google. Sa base de données est uniquement interne. Elle appuie ses réponses sur ce qu'elle a ingurgité jusqu'en 2021 et ne vient pas tirer d'informations provenant du Web. C'est pour cette raison que l'IA peut mentir ou faire de la désinformation en affirmant avec une rhétorique très convaincante de fausses informations. Mais, malgré cela, les bases sont là et cette sorte d'IA pourrait bien tirer la couverture à elle. Un comble pour Google qui dispose aussi de son propre chatbot, basé sur LaMDA, ou Language Model for Dialogue Applications. On peut le comparer à ChatGTP. Plutôt que d'ouvrir ses IA au public comme le fait OpenAI, Google préfère les intégrer dans de vrais produits avant de les proposer.

Si la firme souhaite aussi à terme que l'IA puisse servir à utiliser un moteur de recherche de façon sûre, elle bute également sur une incompatibilité rédhibitoire. Aujourd'hui, 80 % des revenus de Google proviennent de sa régie publicitaire. Or, l'IA d'un chatbot n'est pas du tout adaptée à la diffusion de ces annonces. Les équipes vont donc devoir redoubler d'ingéniosité pour trouver une solution permettant d'écarter un trublion comme ChatGPS ou l'un de ses clones.

Et puis, on se rappelle aussi les déconvenues de Meta, l'été dernier avec le BlenderBot 3, un chatbot capable de mener des discussions en allant glaner des informations sur Internet pour alimenter les débats. Moins de deux jours après son lancement, le chatbot a très rapidement commencé à tenir des propos conspirationnistes et antisémites. Finalement, à vouloir faire en sorte que l'IA réagisse comme un humain, les algorithmes se comportent un peu comme lui, en allant donner du crédit à des impressions massivement partagées.

L'UNION Pour la Patrie

Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

APPLICABILITÉ DU SMIG/SMAG

"Le relèvement du SMIG ne signifie pas le changement des grilles salariales des entreprises… une mesure de soutien au pouvoir d'achat des Togolais", G. BAWARA

Depuis le 1er janvier 2023, le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) ou le Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG) au Togo, est passé de 35 000 FCFA à 52 500 FCFA. Cette annonce du chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé est actée et consacrée par le gouvernement, qui trouve opportun d'aller vers les acteurs économiques, les employés, pour mieux expliquer son sens et sa portée, à travers des rencontres d'informations et de pédagogie. Sur toute l'étendue du territoire national, trois étapes sont prévues.

Etonam Sossou

La ville de Kara (420 km au nord de Lomé), a accueilli, le 10 mars 2023, la première étape de la tournée d'échanges et de réflexions sur l'application du nouveau SMIG/SMAG. Présidée par Gilbert Bawara, Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social, elle a réuni les représentants du Conseil National du Patronat (CNP), de l'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET), de la Chambre de Commerce et d'Industrie Togo (CCIT), des organisations professionnelles des employeurs et employés des PME et PMI des régions des Savanes et de la Kara.

Pourquoi sensibiliser tous les acteurs ?

«Nous *avons constaté que parfois il y a des interprétations erronées et des incompréhensions, des malentendus, quand à la signification et les implications de la revalorisation du SMIG* », déplore, le Ministre Gilbert Bawara. Une occasion donc pour le gouvernement de s'assurer que toutes les parties concernées (travailleurs et employeurs), ont bien saisi, et compris la décision qui, dorénavant s'applique à tous les acteurs soumis au code du travail. Entre autres buts, le gouvernement veut à travers ces rencontres, être à l'écoute des opérateurs économiques pour mieux appréhender les difficultés éventuelles que pourrait soulever l'applicabilité du nouveau SMIG/SMAG. « *Nous savions que des problèmes allaient survenir. Il est clair que des problèmes sont réels mais les propositions de solutions pour les résoudre existent également. Il ne s'agit pas de discuter avec les acteurs sur l'applicabilité de la mesure mais de les aider à y parvenir. Déjà certaines entreprises n'arrivaient pas à respectées le précédent SMIG (35000Fcfa) et aujourd'hui nous en sommes à 52500Fcfa. Que faut-il faire ? C'est l'objectif principal de cette tournée d'information*», a précisé Laurent Coami Tamégnon, Président du CNP.

Qui bénéficie du relèvement du SMIG ?

Répondant aux questions des intervenants, le Ministre des lois sociales, affirme que cette mesure ne s'applique pour l'instant qu'aux employés qui percevaient un salaire inférieur à 52500Fcfa, jusqu'au 31 décembre 2022. «*Le relèvement du SMIG ne signifie pas le changement des grilles salariales des entreprises* », a-t-il souligné. Pour le gouvernement togolais, la revalorisation du SMIG s'inscrit dans une optique de progrès social. C'est une mesure de soutien au pouvoir d'achat des togolais compte tenu des difficultés conjoncturelles dont sont confrontées tous les pays du monde entier suite à la crise à coronavirus et en même temps aux conséquences dévastatrices de la guerre en Ukraine. Cette situation a entrainé à la fois l'inflation, la hausse des produits pétroliers, et l'appréciation du dollar par rapport à certaines devises.

Déjà en septembre 2022, des mesures avaient été prises pour soutenir les fonctionnaires. Mais il fallait penser aussi aux travailleurs du secteur privé, tout en considérant les enjeux de cette décision qui doivent : préserver et œuvrer au développement de l'activité économique ; attirer d'avantage d'investissements, créer des emplois, garantir la protection sociale et le bien-être des populations togolaises. «*Dans ce cas, il faut s'assurer que la mise en œuvre du SMIG n'engendre pas des effets pervers ou indésirables. Nous ne souhaitons pas voir des unités économiques se fermer, des activités cessées, voir ici et là des difficultés à embaucher ou même à maintenir des travailleurs en raison de la situation que les entreprises peuvent éprouver par suite de la revalorisation du SMIG*», souhaite Gilbert Bawara.

A l'issue de cette tournée, qui va s'étendre aux autres régions du Togo, le gouvernement et ses partenaires sociaux seront en mesure de voir ce qu'il y a lieu de faire pour éviter les effets indésirables, contraires aux résultats escomptés. «*Notre intérêt à tous c'est de faire en sorte que les secteurs d'activités qui ne sont pas formalisés et qui peuvent échapper au tissu économique formel puissent être encouragés dans le processus de formalisation. Et, là aussi nous devons être attentifs pour que la revalorisation du SMIG n'ait pas comme incidence de décourager ou une sorte d'élément prohibitif dans cet effort de formalisation de notre économie*», a souligné le Ministre des lois sociales.

RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE

Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2023

Le Togo a un score de 81,9 sur 100

Late Pater

Selon le nouveau rapport de la Banque mondiale – *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2023*, le rythme des réformes en faveur de l'égalité de traitement des femmes devant la loi a atteint son niveau le plus bas depuis vingt ans, ce qui risque d'entraver la croissance économique à un moment critique pour l'économie mondiale. En 2022, le score moyen mondial de l'indice produit par ledit rapport n'a augmenté que d'un demi-point pour atteindre 77,1 sur 100, cela signifie que les femmes ne jouissent en moyenne que d'à peine 77% des droits juridiques reconnus aux hommes. Le rapport note qu'au rythme actuel des réformes, dans de nombreux pays, une jeune femme qui entre aujourd'hui dans la vie active prendra sa retraite avant d'avoir pu obtenir les mêmes droits que les hommes.

Aujourd'hui, 14 économies (Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Islande, Lettonie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Suède) obtiennent un score de 100 à l'indice, ce qui veut dire que les femmes sont sur un pied d'égalité avec les hommes dans tous les domaines mesurés. Aucun pays de l'Afrique subsaharienne. Depuis 2021, 18 économies ont introduit un total de 34 réformes en faveur de l'égalité entre les sexes dans tous les domaines mesurés. L'Afrique subsaharienne enregistre plus de la moitié de toutes les réformes ; sept économies – le Bénin, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Malawi, l'Ouganda et le Sénégal – ont adopté 18 changements juridiques positifs. Parmi ces pays, deux se distinguent : la Côte d'Ivoire et le Gabon. En conséquence, pour la première fois en 53 ans, deux économies de la région d'Afrique subsaharienne obtiennent un score supérieur à 90 dans l'indice *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit* et le score moyen de cette région dépasse celui de la région Asie de l'Est et Pacifique. Les dix-huit économies qui ont amélioré leur score sont, avec leur score de 2023 : Pays-Bas 100 ; Côte d'Ivoire 95 ; Gabon 95 ; Costa Rica 91,9 ; Malte 91,3 ; Mongolie 90,6 ; Bénin 83,8 ; Ouganda 81,3 ; Malawi 80 ; Chine 78,1 ; Kazakhstan 75,6 ; Jamaïque 74,4 ; Sénégal 72,5 ; Indonésie 70,6 ; Bahreïn 68,1 ; Pakistan 58,8 ; République du Congo 58,1 ; Iraq 48,1.

Mme Adjovi Lolonyo Apédoh-Anakoma, Ministre de la Promotion de la Femme

Le **Togo**, qui n'y figure, garde pourtant un score honorable de **81,9** sur 100. Par exemple, des études de cas portant sur des réformes juridiques historiques visant l'égalité entre les sexes en Afrique du Sud, en République démocratique du Congo, aux Émirats arabes unis, en Éthiopie, en Inde, au Kenya, à Sao Tomé-et-Principe et au **Togo** révèlent que les mandats juridiques internationaux, l'assistance technique des partenaires internationaux au développement, le militantisme des groupes de femmes, les coalitions stratégiques multipartites et l'utilisation des recherches et des données sont autant de facteurs décisifs qui encouragent et soutiennent la mise en place de réformes réussies. D'autres économies qui figurent parmi les pays réformateurs les plus rapides et affichent un taux de croissance annualisé de l'indice dans le cinquième centile supérieur sont l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, le Botswana, la République démocratique du Congo, l'Indonésie et le **Togo**.

En rappel, le rapport *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2023* a passé au crible les lois et règlements de 190 pays dans huit domaines qui influent sur la participation des femmes à la vie économique : mobilité, travail, rémunération, mariage, parentalité, entrepreneuriat, actifs et retraite. Les données, arrêtées au 1er octobre 2022, ont fourni des repères objectifs qui permettent de mesurer les progrès réalisés à travers le monde en matière d'égalité juridique entre les sexes.

Pour l'égalité en général, ce sera dans 300 ans, au mieux. La fin des inégalités de genre, ce n'est pas pour demain. Et c'est le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui l'a confirmé le 5 mars dernier. Trois jours avant la date du 8 mars où on voit plus, en Afrique, les femmes riches déambuler et se rivaliser en pagne du 8 mars alors que la majorité continue de rechercher le minimum vital (droit à l'alimentation saine, à la santé, à l'eau, à un travail décent…). «*L'égalité entre les sexes s'éloigne de plus en plus. Au rythme actuel, (l'organisation) ONU Femmes la fixe à dans 300 ans*», a dénoncé Antonio Guterres. Le chef de l'ONU a estimé que les «*droits des femmes étaient maltraités, menacés, violés à travers le monde*» et que «*le progrès effectué depuis des décennies disparaissait sous nos yeux*».

PROMOTION DES MÉDIAS ET PROTECTION DES DROITS HUMAINS

500.000 Euros de l'UE pour financer un projet commun IPAO-OTM et FAMEDEV au TOGO

F. Woussou

L'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO) en partenariat avec OTM et FAMEDEV ont élaboré un projet « Promouvoir la liberté d'expression et des médias, et protéger les défenseurs des droits de l'homme au Togo», qui sera mise en œuvre pendant 3 ans (2023-2025). Financé par l'Union européenne à hauteur de 500 000 Euros, le projet vise à renforcer la liberté d'expression et des médias ainsi que la protection des défenseurs des droits de l'homme au Togo. Selon les initiateurs, il contribuera à renforcer ces deux catégories d'acteurs à travers des actions de sensibilisation et de plaidoyer.

Le constat

Il est indiqué que le Togo fait partie des pays ouest africains disposant d'un arsenal juridico-institutionnel assez complet relatif à la liberté d'expression, d'information et d'opinion. Cependant, malgré un cadre juridique réputé favorable, la presse togolaise peine à réaliser les libertés garanties par les textes. En effet, plusieurs restrictions de ces libertés sont consacrés dans le cadre juridique de la communication: les dispositions de l'article 176 de la Loi relative au Code de la presse et de la communication, adoptée en janvier 2020, et entré en vigueur le 7 janvier 2023, qui prescrit des poursuites contres des journalistes pour outrage par voie de presse, les articles 49 et 50 de la Loi N° 2019-009 portant sur la sécurité permet au Ministre chargé de l'Administration Territoriale de prescrire des mesures restrictives de la liberté de presse et d'expression à travers le contrôle des sites Internet et des services de communication en ligne.

Si les conditions pour la pratique d'un journalisme indépendant et professionnel reposent largement sur le degré de liberté dont jouissent les journalistes, elles dépendent aussi des moyens (matériels, financiers) dont ils disposent, et de leurs capacités professionnelles et managériales intrinsèques. Aussi, la faible de capacités thématiques des journalistes pour comprendre et traiter en profondeur des sujets relatifs aux droits humains, ajoutée à la faible capacité managériale des responsables et propriétaires des organes de presse sont facteurs de sous motivation qui affectent substantiellement la condition du journaliste, et leurs capacités éditoriales pour proposer des articles approfondis.

En ce qui concerne les organisations de défense des droits de l'homme (ODDH) et la société civile, les conditions dans lesquelles elles opèrent sont généralement tendues. ne organisation de défense des droits de l'homme, au sens du décret nº 2022-002/PR fixant les conditions de coopération entre les ONG et le gouvernement. ***« Malgré ce contexte très tendu, ces organisations tentent de faire bouger les lignes à travers des mobilisations nationales, ou encore la production des rapports sur la situation des droits de l'homme, qu'elles s'efforcent de présenter lors de rencontres internationales. Malheureusement, ces actions ne bénéficient pas toujours de l'audience qu'il faudrait pour mobiliser l'opinion. Ces rapports restent en circulation restreinte, et ne sont guère repris par les médias*** », relève-t-on.

Renforcer les compétences…

A en croire l'Observatoire togolais des médias (OTM), pour les journalistes et associations de médias, le projet va renforcer leurs compétences et aptitudes managériales et faciliter l'adoption de politiques internes relatives à la condition des journalistes, afin que ceux-ci soient plus motivés à produire de façon professionnelle et indépendante des contenus éditoriaux. « ***Au-delà du renforcement des acteurs des médias en termes de connaissance des outils qui existent dans le cadre de leur travail, par ce projet, nous voulons faire en sorte que du point de vue juridique et institutionnel il y a une certaine évolution pour permettre à la profession une autre manière d'exercer***. ***Nous espérons qu'à la fin de ce projet, on verra une évolution de la situation, en ce qui concerne les journalistes eux-mêmes, parlant du respect des règles d'éthique et de déontologie et aussi de l'amélioration de l'environnement du travail. L'idée, c'est de faire de telle sorte qu'il y ait une cohérence entre ce que nous avons dans les textes et ce qui s'exerce sur le terrain en termes de liberté*** », a rensseigné Fabrice Pétchézi, le Président de l'OTM.

Pour les défenseurs des droits de l'homme, le projet permettra de renforcer leurs capacités d'information et de communication par la maitrise des médias sociaux et l'élaboration de rapports grand public.

A l'atelier de lancement du projet, Franck Missité, le directeur de cabinet du ministère de la Communication et des Médias a indiqué qu'au Togo, les libertés d'expression et de presse, et les droits de l'homme sont une réalité. ***« Il est maintenant question de l'usage que chacun en fait pour son épanouissement et son bienêtre. Cet atelier intervient dans un contexte particulier à savoir, le développement effréné des TIC et les instruments qu'elles mettent à la disposition des citoyens dans le cadre de la jouissance des libertés. Nous ne doutons pas que vos réflexions porteront sur ces nouvelles libertés dont les instruments sont les réseaux sociaux afin que le principal objectif du projet soit atteint »***, a-t-il fait remarquer.

Abdoulaye NDIAYE, le Directeur Général de l'IPAO, reconnait que le pays a déjà fait des efforts. Il faut travailler pour obtenir d'autres avancées « Bref, ce projet est l'une des réponses pour l'approfondissement de la liberté d'expression et des médias au Togo.», a t il laissé entendre.

SANTÉ +

Avec le site Futura

Quels sont les traitements de la fibromyalgie ?

La fibromyalgie se caractérise par une douleur chronique mais aussi par d'autres symptômes comme une fatigue extrême et des problèmes de sommeil. Comment soulager ces symptômes ?

La fibromyalgie est une pathologie qui touche environ 1,6 % de Français. Elle est beaucoup plus fréquente chez les femmes que chez les hommes. Près de 8 cas sur 10 de fibromyalgie concernent des femmes entre 30 et 55 ans. Les causes de la maladie ne sont pas connues. En revanche, on sait que les personnes atteintes ont une sensibilité extrême à la douleur.

Quels sont les symptômes de la fibromyalgie ?

Le symptôme principal de la fibromyalgie est la douleur chronique, présente chez tous les patients. Localisée au début de la pathologie, elle s'étend ensuite à tout le corps. Les régions les plus douloureuses sont la nuque, les épaules, la zone entre les épaules, les omoplates, le bas du dos et les hanches. Les caractéristiques de cette douleur diffèrent beaucoup d'un patient à l'autre.

Chez près de 80 % des patients, la douleur peut être plus importante au réveil avec un besoin de se désengourdir le matin. Son intensité et sa localisation peuvent varier au cours de la journée. Elle peut être ressentie et caractérisée par des fourmillements, des engourdissements, des brûlures, des décharges électriques ou bien des crampes. Elle est généralement soulagée par la chaleur (bain chaud) et le repos.

D'autres symptômes sont décrits comme :

+ une fatigue intense (75 % des patients) ;
+ des troubles du sommeil (60 % des patients) ;
+ des troubles cognitifs (75 % des patients) : attention, concentration, mémoire;
+ des migraines (50 % des patients).

Le retentissement sur la vie quotidienne dépend de l'intensité des symptômes. Il varie d'une personne à l'autre et peut évoluer dans le temps chez un même individu.

Existe-t-il un traitement curatif pour la fibromyalgie ?

Il n'existe pas de traitement de la cause de la maladie, celle-ci étant encore inconnue. La fibromyalgie ne se guérit pas. En revanche, chez certaines personnes, la fibromyalgie est transitoire et le patient peut ressentir des phases d'accalmie. Par ailleurs, des solutions existent pour soulager les symptômes, au cas par cas.

Comment se déroule la prise en charge ?

La prise en charge de la fibromyalgie est globale et pluridisciplinaire si besoin (rhumatologues, neurologues, psychiatres). Elle est aussi personnalisée, selon les symptômes ressentis par le patient. Celle-ci démarre par une formation du patient : mieux comprendre sa pathologie permet d'adopter les bons comportements pour améliorer sa qualité de vie au quotidien.

Le médecin traitant décidera de la marche à suivre en fonction des symptômes ressentis par la personne, de leur intensité et de leur impact sur les activités quotidiennes. Celle-ci sera réévaluée régulièrement en fonction des bénéfices et des potentiels effets indésirables ressentis par le patient.

Pourquoi l'activité physique est-elle bénéfique ?

L'activité physique joue un rôle clef dans la prise en charge de la fibromyalgie. Elle a des effets bénéfiques sur les douleurs et la sensation de fatigue. Elle permet de maintenir les capacités fonctionnelles et améliore la sensation de bien-être. À l'inverse, un excès de sédentarité accroit les douleurs du patient fibromyalgique. Il est recommandé de pratiquer au moins 30 minutes d'exercice physique par jour en commençant doucement, puis en augmentant progressivement l'intensité et la fréquence des séances.

Quels sont les antalgiques disponibles ?

En l'absence d'amélioration suffisante de l'état de santé du patient par l'exercice physique, un traitement médicamenteux peut être proposé. Des antalgiques de niveau II comme le tramadol, des antiépileptiques comme la prégabaline ou la gabapentine, ou encore des antidépresseurs à faible dose comme la duloxétine ou l'amitryptiline peuvent être indiqués. Ces traitements ne sont proposés qu'en deuxième intention en raison de leurs effets indésirables importants : nausées, somnolence, vertiges, prise de poids...

Quelle est l'utilité d'une aide psychologique ?

Pour certains patients, la maladie a un retentissement très important sur la vie quotidienne : impossibilité de travailler, problème de couple ou de famille... Une aide psychologique peut être conseillée, au cas par cas.

GESTIONS DE LA DETTE ET DE LA TRÉSORERIE

L'AFRITAC Ouest en séminaire à Lomé pour le renforcement de leur intégration

F. Woussou

Le Centre régional d'assistance technique du Fonds monétaire international pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC) est en séminaire à Lomé. La rencontre porte sur le renforcement de l'intégration de la gestion de la dette et de la gestion de la trésorerie, un sujet majeur pour les pays de la sous-région qui sont à la recherche d'une gestion optimale de la trésorerie, tout en utilisant efficacement le levier de la dette comme facteur de croissance.

En la matière, Togo a initié quelques réformes pour faciliter l'intégration de la gestion de la dette avec la gestion de la trésorerie. Au titre de ces réformes, nous pouvons citer la modernisation de la gestion de la trésorerie qui est largement engagée avec la centralisation des soldes de trésorerie, la mise en place d'infrastructures adéquates pour le traitement des transactions et l'utilisation d'instruments de gestion de trésorerie pour gérer les soldes de trésorerie. Au ministère de l'économie et des finances, on indique qu'avec l'appui d'AFRITAC Ouest, les responsabilités de gestion de la dette publique, de préparation et de suivi des flux de trésorerie ont été consolidées à la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, permettant ainsi la création de synergie nécessaire entre la gestion de la trésorerie et les activités d'émission de titres publics. Globalisant, Akou Mawussé AFIDENYIGBA du ministère de l'économie et des finances du Togo a reconnu que malgré ces avancées, des difficultés persistent dans la plupart des pays pour décliner les stratégies d'endettement dans les plans de trésorerie, et la recherche de financement à moindre coût reste une préoccupation constante, notamment en cette période post COVID-19. ***« Les prévisions de flux de trésorerie et les échanges d'information pour la préparation et la mise à jour des flux de trésorerie doivent être améliorés afin d'assurer que les décisions d'endettement sur le marché correspondent effectivement aux besoins réels de trésorerie de l'Etat »,*** indique-t-elle.

A Lomé, dans un contexte où les contraintes actuelles qui pèsent sur les finances publiques des pays sous les effets conjugués des chocs de la pandémie COVID-19, de la guerre en Ukraine ainsi que la situation sécuritaire, la difficulté croissante à mobiliser des ressources provenant des sources traditionnelles de financement, les participants à ce séminaire vont conforter leurs connaissances et bénéficier des conseils pratiques des Experts pour améliorer leurs approches de préparation et de mise à jour des prévisions des flux de trésorerie.

Ils vont aussi s'approprier la méthode pour décliner la stratégie de dette retenue par les autorités dans le plan de trésorerie. ***« D'une manière plus générale, l'atelier a pour objectif de renforcer les capacités de vos pays dans les domaines de gestion de la dette publique et de gestion de la trésorerie qui revêtent une grande importance, non seulement pour les pays que vous représentez mais également pour l'AFRITAC de l'Ouest qui est par ailleurs conscient en tant qu'institution spécialisée dans l'Assistance Technique, du rôle central qu'il doit jouer dans la mise en place des meilleures pratiques dans ces domaines et la maitrise des cadres et outils quantitatifs développés en la matière pour l'assistance et l'appui technique de vos pays*** », a souligné Maximilien Kaffo, le Représentant résident du FMI au Togo.

AFRITAC (AFW) de l'Ouest est le fruit d'une initiative du Fonds monétaire international répondant à une demande de dirigeants africains désireux d'obtenir plus d'assistance technique. En constante communication avec les autres partenaires au développement, l'AFW appuie le renforcement de capacités dans cinq institutions régionales et dix pays membres : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.

FOOTBALL/DEVELOPPEMENT TECHNIQUE

Réunion des Directeurs Techniques et Secrétaires Généraux au Maroc

Du 6 au 10 mars, le Cours d'Introduction à la Direction Technique de la FIFA s'est penché sur la relation entre directeurs techniques et secrétaires généraux au sein de "l'équipe de direction". Cette formation, réservée aux nouveaux directeurs techniques, s'est déroulée au Complexe Mohammed VI de Rabat, au Maroc.

Hervé A.

Au total, 40 participants issus d'associations membres de l'AFC, de la CAF et de la CONCACAF ont pu approfondir leur réflexion sur cette relation particulière, le rôle du directeur technique et la stratégie à long terme.

"*Ce n'est pas la première fois que la FIFA associe les directeurs techniques et les secrétaires généraux, mais cette façon d'aborder les choses reste relativement innovante et originale, dans le contexte plus général de l'approche des formations que nous dispensons à nos associations membres*", estime Jamie Houchen, Chef de la Division Direction Technique.

"*Nous avons constaté que la réussite d'un directeur technique passe souvent par une bonne relation avec le secrétaire général ; nous savons également que la capacité à nouer des collaboration constitue un élément essentiel à ce poste. Notre objectif est donc de rapprocher ces deux fonctions, afin d'examiner ensemble comment former un tandem plus performant.*"

Les participants ont été accueillis par le Président de la Fédération Royale Marocaine de Football (FRMF) Faouzi Lekjaa, également membre du Conseil de la FIFA. Dans son discours d'introduction, Lekjaa a rappelé l'importance du développement du football et le rôle essentiel que jouent les directeurs techniques à ce titre.

"*La présence d'un directeur technique en charge de l'élaboration et de l'application d'une vision et d'un programme de développement du football est indispensable. Leurs actions contribueront à façonner les footballeurs et les pratiques de demain.*"

Chris Van Puyvelde, Directeur Technique de la FRMF, a lui aussi participé à la formation et souligne les bienfaits du partage de connaissances. "*C'est intéressant de rencontrer des collègues et de voir comment ils travaillent. Ces échanges sont la base de collaborations futures*", estime Van Puyvelde. "*Je suis ici pour apprendre. On apprend toujours énormément en discutant, mais aussi en écoutant.*"

En marge des réflexions sur le travail collaboratif, les participants ont partagé leurs expériences quotidiennes et débattu ensemble des qualités requises pour remplir efficacement les différentes missions.

"*Ces stages sont très enrichissants car ils nous donnent l'occasion de partager des idées. Il y a toujours moyen de s'améliorer*", observe Nasser Larguet, Directeur Technique de la Fédération Saoudienne de football. "*Je suis en poste depuis longtemps, mais il me reste des choses à apprendre. Il ne faut pas rester figé dans ses habitudes.*"

"*J'ai énormément de chance de me trouver en compagnie de tant de grandes dirigeantes*", reconnaît-elle. "*Le football féminin suscite beaucoup d'enthousiasme et d'intérêt. C'est un progrès considérable. J'apprécie ces occasions de parler football sur le plan formel et informel. C'est une bonne occasion de procéder à une petite introspection.*"

CAN U20/

Le Sénégal... (encore) sur le toit de l'Afrique !

Le Sénégal est Champion d'Afrique ! C'est la quatrième fois, en l'espace d'un an que cette phrase retentit à l'issue d'un tournoi continental. Le Sénégal est sans doute dans la phase la plus brillante de son histoire.

Après l'équipe A, l'équipe de Beach Soccer, l'équipe locale au CHAN, c'est au tour de la sélection des moins de 20 ans du Sénégal de se hisser sur le toit du continent, grâce à sa précieuse victoire sur son voisin, la Gambie.

Dans ce choc aux airs de derby de l'Afrique de l'Ouest (zone Ufoa A), on savait, avant le coup d'envoi qu'on aurait eu droit à un duel de très haut niveau entre les deux meilleures attaques (12 buts marqués par le Sénégal et 10 par la Gambie avant la finale) et les deux meilleurs défenses (0 but encaissé avant le match) du tournoi qui s'est disputé en Égypte.

D'entrée de jeu, le Sénégal impose sa puissance avec toute son armada offensive installée dans la surface gambienne. Cela se traduit par l'ouverture du score dès la 7e minute, grâce à un coup de tête de l'attaquant Souleymane Faye qui devance le portier adverse, Pape Ebrima Dampha sur un centre de Pape Amadou Diallo. Ce but permet aux Lionceaux de gérer la suite avec plus de tranquillité. Organisé autour de l'imprenable sentinelle Mamadou Lamine Camara, le Sénégal verrouille le chemin menant vers son camp. Les offensives adverses sont annihilées dès l'entrejeu par le travail de fourmi du trio du milieu (Mamadou Lamine Camara - Lamine Camara - Pape Demba Diop) et les replis du trio d'attaque (Samba Diallo - Pape Amadou Diallo - Souleymane Faye). Ce dernier manque de peu de réussir un doublé quand le tir surpuissant de Lamine Camara est relâché dans ses pieds par Dampha. Mais le manque de lucidité de Faye sauve la Gambie du but du break.

Pour mieux fermer le jeu, le Sénégal n'hésite pas à multiplier les duels, quitte à récolter deux avertissements (Babacar Ndiaye et Pape Diop) avant la pause.

Au retour des vestiaires, la Gambie opère un sursaut d'orgueil en prenant d'assaut le camp sénégalais. Mais les Lionceaux ont déjà montré dans ce tournoi qu'ils savent faire dos rond et ressurgir

quand l'adversaire s'y attend le moins. C'est exactement le scénario qui s'est déroulé au stade international du Caire. Au plus fort de la domination gambienne, le Sénégal réussit à se défaire de la pression et obtenir un corner. Très bien tiré par Lamine Camara, le ballon atterrit sur la tête de Souleymane Faye qui transmet à Mamadou Lamine Camara pour un autre coup de tête cette fois ci direct dans le but, pour le 2-0 (56e).

L'écart est creusé et à partir de ce moment, plus rien ne pouvait plus arriver au Sénégal. Les changements du sélectionneur gambien Ablie Bojang n'y feront rien. Par trois fois, le Sénégal manque même de très peu la balle du 3-0. D'abord par Samba Diallo qui au bout d'un enchaînement sublime - contrôle de la poitrine, coup du sombrero, reprise acrobatique - voit son tir heurter le poteau. Puis, le même Samba Diallo a failli marquer un but gag en contrant un dégagement du capitaine Saine. Enfin, c'est Mouhamed Gueye, pour son tout premier ballon après son entrée en jeu, qui touche la barre transversale d'une frappe surpuissante. La suite ne fut que formalité et l'arbitre égyptien de la rencontre mit un terme au supplice des Gambiens en sifflant la fin de la rencontre. Le Sénégal est une nouvelle fois sur le toit du continent et rafle également tous les trophées individuels à l'issue du tournoi : meille gardien (Landing Badji), soulier d'or (Pape Demba Diop, meilleur buteur avec 5 buts), meilleur joueur (Lamine Camara).

ATHLETISME/

Pour World Athletics, la femme est l'avenir de l'athlétisme

Sebastian Coe poursuit sa quête d'un athlétisme mondial moins sexiste. Le dirigeant britannique, président de World Athletics depuis le mois d'août 2015, entend placer son second mandat sous le signe de la féminisation. Avec un objectif chiffré. Et un généreux contingent de mesures et d'initiatives en faveur des femmes.

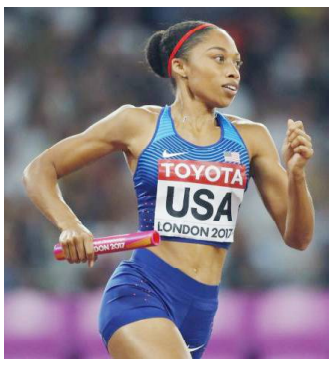
L'instance internationale de l'athlétisme l'a annoncé mardi 7 mars, à la veille de la Journée mondiale des femmes : la gent féminine doit gagner du terrain au cours des mois à venir. Au sommet de la pyramide, ses représentantes devront se faire plus nombreuses au sein du Conseil, l'organe de décision de World Athletics.

Dans sa composition actuelle, il compte huit membres féminins. Pas mal. Et très au-dessus de la majorité des instances sportives internationales. Mais World Athletics en veut plus. Les prochaines élections, prévues en août 2023 en marge des Mondiaux en plein air à Budapest, devront permettre de pousser encore un peu plus le curseur.

World Athletics l'annonce dans un communiqué : un minimum de 10 membres féminines devra siéger après les prochaines élections au Conseil de l'instance. Au moins l'une d'entre elles devra occuper un poste de vice-présidente. Le Conseil pourra alors afficher une représentation de 40 % de femmes. La parité ne sera plus très loin.

Autres objectifs écrits en toutes lettres : une moitié de femmes dans les quatre commissions de World Athletics pour l'exercice 2023-2027, un minimum de 20 % d'entraîneurs féminines aux Mondiaux en plein air d'ici l'édition 2025 à Tokyo, et une participation de 40 % de femmes dans les formations en ligne proposées cette année par l'instance basée à Monaco.

Ambitieux ? Sans doute. Mais World Athletics ne lésine pas sur les moyens. L'instance annonce son projet d'organiser une deuxième conférence sur le leadership au féminin à l'occasion des Mondiaux 2023 à Budapest. La première du genre s'était tenue l'an passé à Eugene, dans l'Oregon, pendant les derniers championnats du monde en plein air. Elle souhaite aussi diffuser deux séries de podcasts sur la même thématique, axés sur les officiels techniques et l'autonomisation.



Dans ses tuyaux, également, une collaboration renforcée avec les meetings d'un jour et les épreuves sur route pour parvenir à une plus grande égalité de participation et de primes entre les hommes et les femmes. World Athletics annonce, enfin, son intention de publier chaque jour une histoire de femmes " inspirantes ", dans la section féminine de son site Internet, pendant une année complète, entre le 8 mars 2023 et le 7 mars 2024. Elles seront ensuite compilées dans une collection entièrement numérique.

A un peu plus de 500 jours des Jeux de Paris 2024, World Athletics n'oublie pas l'Ukraine. L'instance l'a expliqué mardi 7 mars : son fonds d'aide aux athlètes ukrainiens sera renouvelé en 2023. Il a permis l'an passé de distribuer plus de 220 000 dollars à une centaine d'entre eux. Les athlètes féminines en ont été les principales bénéficiaires. Elles représentaient 70 % des sportifs ukrainiens aidés financièrement par World Athletics pour leur entraînement et leur participation à des compétitions.

Parmi elles, Anna Ryzhykova. Spécialiste du 400 m haies, cinquième aux Jeux de Tokyo 2020 et médaillée de bronze avec le relais 4×400 m aux Jeux de Londres 2012, l'Ukrainienne est membre de la commission des athlètes de World Athletics. Un premier pas, promet-elle, avant de prendre d'autres responsabilités de dirigeante dans l'athlétisme mondial. La porte lui est grande ouverte.

BREVES

Cinq ans de prison ferme pour Papa Massata Diack

Papa Massata Diack, le fils de l'ancien président de la Fédération internationale d'athlétisme Lamine Diack (décédé en décembre 2021), est fixé sur son sort. La Cour d'appel de Paris a confirmé, jeudi 9 mars, sa condamnation à cinq ans de prison ferme pour des faits de corruption dans le vaste scandale du dopage russe en 2011. Mais il est très douteux que le Sénégalais découvre un jour les prisons françaises.

Agé de 57 ans, PMD vit en exil dans son pays et s'est toujours refusé à le quitter pour répondre aux convocations de la justice française. La cour a, en revanche, réduit de moitié l'amende qui lui a été infligée en première instance. Elle est désormais fixée à 500 000 euros. La juridiction française a également confirmé la peine d'amende de 100 000 euros contre Habib Cissé, l'ex-conseiller juridique de Lamine Diack. Mais elle a assorti de sursis sa peine de trois ans de prison.

Enfin, elle a réduit de moitié les montants alloués à World Athletics, qui réclamait 10,5 millions d'euros au titre du préjudice moral. L'avocate de Papa Massa Diack, Marie-Sophie Goldschmidt, a expliqué qu'elle discuterait avec son client d'un éventuel pourvoi en cassation. Pour rappel, le Sénégalais avait été reconnu coupable en septembre 2020 de complicité au sein d'un système de pots-de-vin à l'IAAF, mis en place avec la complicité de son père, Lamine Diack, pour cacher des cas de dopage sanguins d'athlètes russes avant les Jeux de Londres 2012.

Un léopard comme mascotte

Une nouvelle case a été cochée sur la feuille de route des organisateurs des Jeux de la Francophonie 2023 à Kinshasa, en RDC (28 juillet au 6 août), avec la révélation de la mascotte officielle.

Présentée jeudi 9 mars lors d'une cérémonie au Palais du Peuple de la capitale congolaise, "*Masano*" est un léopard tacheté de noir, habillé d'un maillot aux couleurs de la RDC. Elle a été imaginée par un jeune Congolais, Chris Eale Bokongo, lauréat d'un concours national lancé en janvier dernier par le Comité national des Jeux de la Francophonie (CNJF).

Sa mascotte a été choisie à l'unanimité par les membres du jury et par le public sur les réseaux sociaux de l'événement sportif et culturel. Précision : Masano signifie " *les jeux* " en lingala, une langue bantoue parlée en RDC et en République du Congo. Les autorités de la RDC ont profité du dévoilement de la mascotte pour révéler que près de 4 350 athlètes et artistes avaient déjà confirmé leur inscription aux Jeux de la Francophonie 2023.

Les athlètes en appellent au COC

La question russe et biélorusse divise le mouvement olympique canadien. Plus de 40 athlètes et anciens athlètes ont co-signé une lettre ouverte, publiée mercredi 8 mars, où ils demandent à leur comité national olympique (COC) de revoir sa position sur une éventuelle participation des délégations des deux pays aux Jeux de Paris 2024. " *Nous condamnons les récentes déclarations publiques du COC soutenant " l'exploration d'une voie " pour que les Russes et les Biélorusses puissent concourir en tant que " neutres " aux Jeux olympiques de Paris 2024?, indique la lettre. Ouvrir une telle porte, selon les signataire, " envoie le message que le COC ne se préoccupe plus de l'invasion brutale de l'Ukraine par la Russie*".

La déclaration a notamment été signée par plusieurs champions olympiques, dont Hayley Wickenheiser (hockey sur glace), Jenn Heil et Alex Bilodeau (ski acrobatique), Tessa Virtue (patinage) et Beckie Scott (ski de fond). " *N'est-il pas absurde d'avoir un agresseur aux Jeux olympiques, et dans le même temps les victimes chez elles, abandonnant leurs rêves ? N'est-il pas absurde de voir le tyran gagner ? Ça ne me donne même pas envie de regarder les JO, c'est triste* ", s'est interrogée Jen Kish, une joueuse de rugby à 7 médaillée de bronze aux Jeux de Rio, lors d'une émission de télévision mercredi 9 mars.

En réponse à cette lettre ouverte, et à la diffusion de l'émission, le COC a publié jeudi 9 mars un communiqué. " *Notre position, la même depuis un an, est que nous appuyons l'exclusion d'athlètes russes et biélorusses du sport international tant que l'invasion se poursuit, écrit le comité national olympique. Cette position est harmonisée à la récente déclaration, signée par le Canada et plus de 30 autres pays, qui réclame la poursuite de l'interdiction en l'absence de la clarté et des détails concrets sur un modèle réalisable de neutralité.* "

L'instance olympique canadienne explique également, dans le même communiqué, avoir proposé de tenir une réunion spéciale entre son conseil d'administration et les athlètes signataires de la lettre, afin d'avoir un vrai dialogue. " *Nos demandes pour avoir cette conversation, qui remonte au début de février, ont jusqu'à présent été refusées, mais notre porte demeure ouverte* ", indique le COC.

Burkina Faso : deux nouveaux et un grand retour contre le Togo

En tête de son groupe éliminatoire à la CAN 2023, le Burkina Faso disposera d'un effectif au complet pour affronter le Togo les 24 et 28 mars. C'est l'enseignement qui ressort de la liste de 24 joueurs dévoilée lundi par le sélectionneur des Etalons, Hubert Velud.

Absent en sélection depuis septembre 2021 en raison d'une grave blessure, le buteur du Shakhtar Donetsk, Lassina Traoré, a repris le rythme et effectue son grand retour ! Il sera accompagné des têtes d'affiches comme Bertrand Traoré, le Marseillais Issa Kaboré, le vice-capitaine Issoufou Dayo, le gardien Hervé Koffi, les défenseurs Edmond Tapsoba et Steeve Yago ou encore l'ancien ailier de Lorient, Dango Ouattara.

Rayon nouveautés, le milieu de terrain local Dramane Kambou et le binational Nassim Innoncenti, défenseur central de 21 ans évoluant à Valenciennes et formé à l'Olympique Lyonnais et Lille, sont appelés pour la première fois.

Le match aller sera délocalisé à Marrakech au Maroc le 24 mars 2023, le retour aura lieu le 28 mars à Lomé. Les Burkinabè ont commencé par des victoires face au Cap-Vert (2-0) et à l'Eswatini (3-1) et affronteront des Eperviers derniers de la poule avec un petit point au compteur. Les Etalons ont fait le plein de confiance à l'automne en enchaînant trois victoires en matchs amicaux contre la RD Congo (1-0), les Comores (2-1) et surtout la Côte d'Ivoire, pays-hôte de la CAN 2023, en novembre (2-1).

DÉCLARATIONS DES BIENS ET AVOIRS

Acte 2, modificatif, pour le Médiateur de la République

Late Pater

Le 24 janvier 2022, le président de la Cour constitutionnelle, Aboudou Assouma, recevait la déclaration des biens et avoirs du Médiateur de la République, Mme Daboya Awa Amadou Abdou-Nana. Le Médiateur de la République est la première autorité à procéder à la déclaration de ses biens et avoirs. Et ce, en application des dispositions des articles 5 et 11 de la loi organique du 24 janvier 2020, modifiée par la loi du 1er juillet 2021, fixant les conditions de déclaration des biens et avoirs des hautes personnalités, des hauts fonctionnaires et autres agents publics. C'est toujours en application de la même loi – notamment en son article 3 qui prescrit que la déclaration des biens et avoirs des hautes personnalités et autres agents publics est faite au début et à la fin de leurs mandats ou de leurs fonctions, et est obligatoirement renouvelée, chaque année, à la date anniversaire, entre le début et la fin du mandat ou des fonctions – que Mme Daboya Awa Amadou Abdou-Nana vient de faire la déclaration modificative de ses biens et avoirs devant la Cour constitutionnelle ce 9 mars 2023, selon la presse officielle. Chose normale car, au-delà de l'état civil complet, la nationalité togolaise ou autres nationalités, le régime matrimonial, qui ne bougent presque pas en général, les fonctions exercées et les revenus annuels bruts liés au mandat du déclarant ou à la fonction occupée, ainsi que ceux provenant de toutes autres sources au Togo ou à l'étranger sont, eux, en mouvement. *«La séance d'aujourd'hui est consacrée au renouvellement de la déclaration de vos biens et avoirs. En effet, le 24 janvier 2022, vous aviez fait la déclaration initiale de vos biens et avoirs, c'est pourquoi il ne s'agit que d'un renouvellement de ladite déclaration»*, a précisé M. Assouma.

La déclaration se fait en remplissant, en deux originaux, le formulaire de déclaration défini par un arrêté du Premier ministre, sur proposition du Médiateur de la République, et après avis de la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées. Le déclarant signe les deux originaux du formulaire de déclaration, certifie sa déclaration exacte et sincère par mention manuscrite apposée au bas des documents paraphés par ses soins. Il peut y joindre toutes observations qu'il estime utiles. Il la place dans deux enveloppes distinctes fermées par ses soins, avant de la transmettre.

Mme Daboya Awa Abdou-Nana remettant sa déclaration à M. Assouma

Comme en janvier 2022 lors de la première déclaration, la déclaration modificative a également fait l'objet d'une séance solennelle à huis clos au siège de la plus haute juridiction en matière constitutionnelle. C'est la loi qui l'exige.

Fin février 2023, le Médiateur de la République annonçait que le processus de déclaration débutera le 1er mars prochain et évoluera au rythme d'un calendrier bien établi. Jusque-là, aucune information n'est mise sur la place publique, comme pour le Médiateur de la République, même si la séance de déclaration se fait obligatoirement à huis clos. On sait d'avance que le contenu est verrouillé à double tour…jusqu'à son ouverture probable sur réquisition spécialement motivée du procureur de la République ou sur ordonnance motivée du juge d'instruction ou encore sa destruction à l'expiration du délai de protection et de conservation de trois (3) ans après cessation de la fonction de l'assujetti.

Mme Daboya Awa Amadou Abdou-Nana est nommée le 25 août 2021 en qualité de Médiateur de la République.

PRODUCTION AGRICOLE ET NUTRITION AU TOGO

L'Inde et l'ITRA donnent un coup de revalorisation au mil

Late Pater

Les Nations Unies, à l'initiative de l'Inde, ont proclamé l'année 2023, année internationale du mil pour promouvoir cet aliment très énergétique et nutritif, riche en nutriments tels que le cuivre, le magnésium, le phosphore, le manganèse, etc. Par le passé, rappelle aujourd'hui l'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA), l'Inde et le Togo ont été associés dans un partenariat pour renforcer les capacités des acteurs dans les techniques de sélection du millet. Une collaboration qui doit désormais être réactivée. L'occasion de l'année internationale du mil sonne alors comme une opportunité. Le 24 février 2023, l'ambassade de l'Inde au Togo, en collaboration avec l'Institut togolais de recherche agronomique, a organisé une séance de sensibilisation sur les avantages nutritionnels, sanitaires et environnementaux de cette spéculation.

«L'objectif de cette manifestation était de mettre en évidence les diverses caractéristiques des millets en termes de culture typique des zones arides, de faible besoin en eau, de résilience au changement climatique, de culture durable, en tant que source de nourriture et donc contribuant à la sécurité alimentaire et à la bonne santé de la population», explique Sanjiv Tandon, ambassadeur de l'Inde au Togo. Du côté de l'ITRA, on montre ce qui est déjà fait et on convainc de l'intérêt du mil. *«L'ITRA n'a pas encore créé de nouvelles variétés spécialement pour le mil. Cependant, entre 2018 et 2020, l'équipe du programme sorgho, mil et fonio a fait une sélection de diverses variétés introduites pour déterminer leurs comportements au Togo. Du côté de la technologie alimentaire, il y a des technologies qui se développent en associant le mil. En plus de cela, il y a, à l'ITRA, une unité de conservation de toutes les espèces alimentaires et agricoles y compris le mil»*, expose Dr Kombate Koffi, responsable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture à l'ITRA. Et pour son collègue de la section technologie alimentaire des laboratoires de l'ITRA, Dr Paka Essodolom, le mil fait partie des céréales les plus importantes pour atténuer la malnutrition chez les enfants, les personnes en âge avancé souffrant du diabète et les femmes après l'accouchement. Il est également l'un des éléments indispensables qui entrent dans la composition de la farine pour les bébés de 4 à 6 mois, fabriquée et commercialisée par l'ITRA et appréciée au-delà des frontières togolaises.

Cultivé essentiellement au nord du Togo, le mil était la principale culture dans la région des Savanes entre 1980 et 2002. Peu à peu, il est délaissé à cause de son faible rendement par rapport aux autres cultures comme le maïs et de l'insuffisance de financement des travaux de recherche pour le développement des variétés plus performantes. La pandémie et la crise alimentaire viennent donc donner un nouveau souffle au mil en vue de sa revalorisation, conclut l'ITRA.

CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION DES NOIX DE CAJOU

Top départ avec un prix bord champ de 325 francs Cfa le kilo

Late Pater

La nouvelle campagne de commercialisation des noix de cajou et ses produits dérivés, au titre de l'année 2023, est ouverte ce 10 mars 2023 et prendra fin le 30 septembre prochain. Pour le Conseil interprofessionnel de la filière anacarde du Togo (CIFAT) et le Comité de coordination de la filière anacarde (CCFA), c'est le démarrage effectif des opérations de collecte, d'achat, de transformation et d'exportation de l'anacarde et ses dérivés sur toute l'étendue du territoire national. Durant cette période, le prix bord champ du cajou au Togo subit une légère baisse de 15 francs Cfa pour s'établir à 325 francs Cfa le kilogramme contre un prix de 340 francs Cfa lors de la précédente campagne. *«Le prix est déterminé en fonction du marché international. Et actuellement, le prix de la noix au niveau international a chuté. Donc, ce prix que nous avons fixé, c'est un prix en dessous duquel on ne peut pas acheter la noix. Mais, sur le terrain, chaque producteur peut négocier son prix selon la qualité de sa noix»*, tempère le Conseil interprofessionnel de la filière anacarde.

La filière anacarde subit des con-

(suite à la page 7)

GÉNÉRALISATION DU FONDS TINGA

Les Plateaux, la première étape qui cible 15.115 ménages

Late Pater

La phase pilote d'opérationnalisation du Fonds Tinga (créé le 27 novembre 2021) a démarré le 1er avril 2022 pour une durée de neuf mois, dans les régions de la Kara et des Savanes. Elle doit permettre de faire passer le taux d'électrification de 22% à 31% dans les Savanes et de 35% à 50% dans la Kara. Selon l'Exécutif, il a fallu, pour l'État, mobiliser trois milliards de francs Cfa pour assurer la phase pilote. Passé cette phase pilote, le Fonds Tinga est officiellement passé à l'étape de son déploiement au plan national à compter de ce 9 mars 2023. Première escale, la région

La ministre Mila Aziable (à gauche) et la maire Kouigan Yawa, à Atakpamé

des Plateaux, de mars à octobre 2023. Durant cette période d'exécution, des campagnes foraines d'information et de collecte des demandes pour les raccordements au réseau de distribution basse tension de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) seront organisées dans les différentes localités en vue de toucher la cible de 15.115 ménages bénéficiaires. Ce qui devra, à terme, porter le taux de couverture de 29% à 36% dans la région des Plateaux.

Au lancement des activités à Atakpamé, la ministre déléguée chargée de l'Energie et des mines, Mawunyo Mila Aziable – en présence du préfet de l'Ogou et de la maire de la commune Ogou 1 – , a rappelé que le gouvernement entend ainsi faciliter l'accès à l'électricité à tous surtout aux ménages à faibles revenus en leur offrant des modalités souples de branchement. *«A travers cette stratégie, le gouvernement entend faire une répartition équitable de l'électricité grâce à une énergie fiable et à moindre coût de façon durable et respectant l'environnement dont la finalité est de parvenir à 100% de couverture de branchement à l'horizon 2030»*.

Pour y souscrire, le bénéficiaire doit débourser uniquement un montant initial de 1.000 francs Cfa au lieu d'un coût moyen de 104.000 francs Cfa. Le reste des frais d'accès à payer est échelonné et déduit progressivement de sa consommation sur une période allant jusqu'à dix (10) ans maximum en fonction du revenu des ménages. Le taux de prélèvement de remboursement varie en fonction du type de branchement et le niveau social du bénéficiaire ; la durée moyenne de branchement est de 15 jours. Ce sont donc des subventions remboursables offertes aux populations à faible revenu afin de leur faciliter l'accès aux réseaux électriques.

Le Fonds Tinga prévoit l'accès à l'électricité pour plus de 1.200.000 ménages à l'horizon 2030 dont 33.000 ménages durant la seule phase pilote. A noter que la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Union européenne et la Banque africaine pour le développement gardent leur ferme volonté d'accompagner le pays dans la mise en place de ce Fonds.

CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION DES NOIX DE CAJOU

Top départ avec un prix bord champ de 325 francs Cfa le kilo

(suite de la page 6)

traintes et le Conseil interprofessionnel sollicite un accompagnement des pouvoirs publics et des acteurs intervenant dans la chaine de valeur pour une campagne réussie. Le ministère du Commerce rassure que des dispositions sont prises pour des investissements structurants au profit des différents maillons de la filière. Mais il faut aussi que les producteurs alimentent d'abord les unités locales de transformation de la noix avant de se lancer dans les exportations. Histoire de soutenir la transformation locale. Un dispositif est annoncé pour *«suivre, retrouver et sanctionner sévèrement les contrevenants»* aux textes réglementaires en vigueur et aux accords interprofessionnels conclus le 9 mars 2023 entre les cinq maillons de la filière anacarde, dit-on.

Pour l'année 2023, le pays mise sur une production de plus de 40.000 tonnes. En six ans, de 2016 à 2022, la production nationale de l'anacarde est passée de 16.000 tonnes à 33.866 tonnes, soit une augmentation de 112%, a généré plus de 76 milliards de francs Cfa et a créé 201 289 emplois.

LUTTE CONTRE LE VIH ET LA TUBERCULOSE

L'OMS et le Fonds Mondial partenaires

Etonam Sossou

L'OMS et le Fonds mondial ont intensifié les interventions de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme et à renforcer les systèmes de santé

L'Organisation mondiale de la Santé et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ont signé un accord de coopération et de financement portant sur la mise en œuvre de 10 initiatives stratégiques destinées à mettre plus rapidement un terme aux épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme et à renforcer les systèmes de santé. Ce nouvel accord, qui couvrira la période de mise en œuvre 2021-2023, vise à remédier à certaines difficultés persistantes qui entravent les progrès de la lutte contre les trois maladies et à préserver les gains durement acquis et aujourd'hui menacés par de nouvelles pandémies comme celle du COVID-19.

En 2019, 1,4 million de personnes au total sont mortes de la tuberculose et près de 409 000 personnes du paludisme. En 2020, 690 000 personnes sont décédées de maladies liées au sida. Les initiatives stratégiques visées par le nouvel accord poursuivent les objectifs suivants : élargir le traitement préventif de la tuberculose pour les personnes vivant avec le VIH dans neuf pays africains ; renforcer les efforts visant à fournir des prestations de services différenciés liés au VIH ; accélérer les efforts visant à identifier les personnes atteintes de tuberculose non repérées par les systèmes de santé dans 20 pays ; accélérer l'introduction d'innovations en matière de traitement contre la tuberculose multirésistante grâce à la recherche opérationnelle régionale en Europe centrale et orientale ; aider 26 pays et territoires à éliminer le paludisme d'ici 2025 ; améliorer la collecte et l'utilisation des données par les pays aux fins de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes ; promouvoir l'adoption rapide d'innovations en matière de prestation de services dans le cadre de l'apprentissage Sud-Sud ; améliorer la qualité des soins ; encourager l'adoption rapide d'innovations en matière d'achats et de gestion de la chaîne d'approvisionnement ; accroître la pérennité et l'efficacité des programmes et faciliter la transition vers le financement national.

L'OMS et le Fonds mondial entretiennent depuis longtemps un partenariat fructueux dans le but d'intensifier les interventions de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme et de renforcer les systèmes de santé dans de nombreux pays. Au travers d'initiatives ciblées et d'investissements à effet catalyseur, cette collaboration a contribué à réduire sensiblement la charge de morbidité du VIH, de la tuberculose et du paludisme dans le monde, ce qui a permis de sauver des millions de vies depuis 2002.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°298 DE LOTO Sam du 11 Mars 2023

Le tirage **N°298** du LOTO Sam a eu lieu au siège de la LONATO, Samedi 11 Mars 2023 et a fait naturellement des heureux gagnants. Ce tirage a fait un très grand nombre d'heureux gagnants sur toute l'étendue du territoire. S'agissant des gros lots, nous avons:

@LOME

* 5.000.000 F CFA auprès de l'opérateur 90139
* 2.250.000F CFA auprès de l'opérateur 60238
* Deux (02) gros lots de 1.750.000F CFA respectivement auprès de opérateur 30233.
* Trois (03) gros lots de 1.250.000 F CFA, dont respectivement deux (02) auprès de l'opérateur 60027 et un (01) auprès de l'opérateur 60238.
* 1.200.000 F CFA auprès de l'opérateur 60225
* 1.000.000 F CFA auprès de l'opérateur 30026

@A l'INTERIEUR

*** A BADOU: 1.000.000F CFA auprès de l'opérateur 20131**

D'inombrables lots intermédiaires c'est-à-dire, des lots de moins de 1.000.000F CFA ont fait la joie des parieurs sur toute l'étendue du territoire.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

LOTO SAM

Résultats du tirage N°298 de LOTO SAM du 11 - 03 - 2023

Numéro de base

03	04	83	14	07

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°742 de LOTO KADOO du 10 Mars 2023

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au **742è** tirage de **LOTO KADOO** avec bonus.

Un bon nombre de gros lots ont été recencés. Ainsi, nous avons:

@LOME

* 3.187.200 FCFA auprès de l'opérateur 50135.
* Cinq (05) gros lots de 1.000.000F CFA dont (O1) gros lot chacun, respectivement auprès des opérateurs 30127, 60738, 70523 et deux (02) auprès de l'opérateur 70625.

@INTERIEUR

* A **BADOU**: 1.000.000F CFA auprès de l'opérateur 20133.
* D'Innombrables lots intermédiaires ont été également enregistrés sur toute l'étendue du territoire.

La remise des lots se fera à **LOME** au siège de la LONATO et sur les points de paiement, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇONS DE DEVENIR RICHE !

BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°742 de LOTO KADOO du 10 - 03 - 2023

Numéro de base

41	68	83	13	51

Numéros bonus

03	86

Togocom
TOGOCEL | TOGO TELECOM
Filiales du Groupe Togocom

TOGOCOM REND HOMMAGE A SES FEMMES À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Lomé (Togo), le 8 mars 2023 - Pour célébrer la Journée Internationale de la Femme, TOGOCOM a organisé une causerie-débat sur l'équité genre en lien avec la gestion des carrières.

Cet atelier dénommé « *Entre nous* », a permis, de discuter en interne de la situation de la femme au sein de l'entreprise : point sur les engagements pris, les avancées, les défis, de même que les perspectives. Par cette communication interactive, employeurs et employés ont discuté à cœur ouvert de l'épineuse question de l'équité genre dans la gestion des carrières.

Le débat s'est axé sur la sous -représentativité des femmes aux postes stratégiques, techniques et de décision, de même que les pistes de solutions à proposer pour y remédier.

Au terme des échanges, des recommandations ont été formulées, notamment la conception de plans de carrière pour les femmes, la valorisation de leur parcours en capitalisant sur leur expérience professionnelle, le renforcement de leurs compétences par des formations, puis le coaching par le transfert de compétences des supérieurs hiérarchiques à leurs collaboratrices.

Dans le but de contribuer à mettre fin aux les barrières socio-culturelles qui entravent l'épanouissement harmonieux des jeunes filles, les femmes de TOGOCOM ont été appelées à encourager leurs filles à s'intéresser davantage aux filières scientifiques et technologiques, afin de se qualifier aux postes techniques, profils très recherchés sur le marché de l'emploi.

La politique d'équité et d'égalité de genre de TOGOCOM, mise en place par le groupe Axian depuis 2021, a pour ambition de faire avancer les femmes et les hommes vers le progrès en ne laissant personne de côté. Dans cette dynamique, une attention particulière est accordée aux candidatures féminines tout en priorisant, à compétences égales, les recrutements.

L'attraction de cette célébration, c'est l'association "*Les femmes du numérique*" (LFN), présentée solennellement à toutes les femmes. Elle incarne les aspirations des femmes du secteur à porter loin leurs ambitions.

Tarik Boudiaf, DG par intérim : « *Nous inscrivons cette journée dans un cadre de bilan. Nous avons des objectifs assez stricts en matière de gender balance ; c'est de parvenir à une parité 50/50 d'ici à 2025…Nous voulons avoir plus de femmes dans la prise de décision, dans la réflexion stratégique …Ce combat est beaucoup plus profond ; il doit commencer par la cellule familiale ...Faisons le combat ensemble...Aujourd'hui nous célébrons aussi des idées ; cette liberté qu'ont les femmes de s'exprimer pour nous proposer des projets qui vont même au-delà de TOGOCOM…* »

Togocom À propos de TOGOCOM	Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, TOGOCOM est le leader du marché togolais des télécommunications. Fruit du regroupement de TOGO TELECOM et de TOGOCEL, TOGOCOM, filiale du groupe Axian a pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux. Son histoire est celle d'un opérateur qui a grandi main dans la main avec l'ensemble des togolais. De la fourniture des premiers services de communication, à la fibre, en passant par les transactions financières via le mobile, le but a toujours été d'accompagner tout un chacun dans un univers technologique qui évolue sans cesse

Place de la Réconciliation – (Quartier Atchanté)
Boite postale : 333 – Lomé – Togo

Téléphone : +228 22 53 44 01
E-mail : spdgtgt@togotelecom.tg
Site web : togocom.tg

Avancer. Pour vous. Pour Tous.